

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 9 janvier 1996, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973", a donné le 14 février 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 9 januari 1996 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973", heeft op 14 februari 1996 het volgend advies gegeven :

Observation préalable.

Conformément aux articles 5, 7 et 14, de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, sont requis, respectivement, l'accord du ministre qui a le budget dans ses attributions, l'accord du ministre qui a l'administration générale dans ses attributions et l'avis de l'inspecteur des finances qui ne porte que sur certaines dispositions du projet.

Le seul document produit est l'accord du ministre du budget.

C'est sous réserve de l'accomplissement des formalités restantes que le présent avis est donné.

Dispositif.

Article 2.

Article 2 des lois coordonnées.

1. A l'article 2, § 1er, alinéa 1er, en projet, il faut écrire :

"sont remplacés par les mots ", de la Commission communautaire française ou de l'Assemblée réunie visée ...".

.../...

2. Dans le commentaire consacré aux articles 2 à 5 dans l'exposé des motifs, première phrase, il faut écrire :

"... et vers la Commission communautaire française" au lieu de "la Commission communautaire commune".

Article 3.

Article 3 des lois coordonnées.

1. Dans la phrase liminaire, il convient de se référer à toutes les modifications expresses et encore en vigueur subies par l'article ou la subdivision d'article modifié. La phrase liminaire doit, dès lors, être rédigée de la manière suivante :

"... et modifié par les lois des 16 juin 1989, 4 juillet 1989 et 6 avril 1995, ...".

2. La modification proposée à l'article 3, 1^o, du projet, telle qu'elle est libellée, est trop large : il faut limiter l'obligation de consultation du Conseil d'Etat aux seuls arrêtés qui concernent des matières que le Collège de la Commission communautaire française peut régler à la suite du transfert de compétences réalisé en application de l'article 138 de la Constitution.

.../...

3. Si l'intention des auteurs du projet est de légaliser une pratique constante qui consiste à désigner, par l'auteur de la demande d'avis, un délégué du ministre ou un fonctionnaire délégué appelé à fournir les renseignements utiles à la compréhension du projet (cfr. article 20 du projet), il est suggéré d'insérer au paragraphe 1er, alinéa 1er, entre la première et la deuxième phrase de l'article 3 des lois coordonnées, la phrase suivante :

"La demande d'avis mentionne le nom du délégué ou du fonctionnaire que le ministre désigne afin de donner à la section de législation les explications utiles".

Article 6.

Article _6bis nouveau.

Afin d'éviter toute équivoque, mieux vaut mentionner dans la phrase liminaire que l'article 6bis est inséré dans le Titre II des lois coordonnées. Il convient de rédiger la phrase liminaire de la manière suivante :

"... dans le Titre II des mêmes lois coordonnées".

Le texte néerlandais de l'article 6bis, alinéa 2, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

*

*

*

.../...

Article 14bis des lois coordonnées.

Il y a lieu de modifier l'article 14bis, alinéa 1er, des lois coordonnées en remplaçant la référence aux articles 59bis, 59ter, 107quater, 108ter et 115 de la Constitution par la référence aux articles 39, 127, § 1er, 128, § 1er, 129, § 1er, 130, § 1er, 135, 136, alinéa 1er, 140, 141, 175, 176 et 177 de la Constitution.

*

*

*

Article 7.Article 17bis des lois coordonnées.

1. Le paragraphe 1er, alinéa 3, première phrase, en projet comporte une tautologie. Si le requérant invoque l'extrême urgence, il invite le Conseil d'Etat "à statuer toutes affaires cessantes". Il n'est pas nécessaire de le répéter dans l'article.

2. Il serait préférable également de conserver la notion de suspension provisoire lorsque, dans un cas d'extrême urgence, les parties ou certaines d'entre elles n'ont pu être entendues.

D'autres cas d'extrême urgence, à savoir ceux où la suspension est ordonnée après que les parties ont été

.../...

entendues, tombent sous l'application du paragraphe 1er, alinéa 2.

La proposition de texte ci-après reflète cette distinction :

"Dans les cas d'extrême urgence, la suspension eut être ordonnée à titre provisoire sans que les parties ou certaines d'entre elles aient été entendues.

Dans ce cas, l'arrêt qui ordonne la suspension provisoire convoque les parties dans les trois jours devant la chambre qui statue sur la confirmation de la suspension".

3. Dans un souci d'uniformiser la terminologie, il y a lieu d'insérer dans l'article 7 du projet un 3^o nouveau rédigé comme suit :

"3^o au paragraphe 1er, alinéa 4, le mot "maintien" est remplacé par le mot "confirmation".

4. A l'article 17, § 3, alinéa 3, des lois coordonnées, il convient de compléter les mots "par le président de la chambre" par les mots "ou par le conseiller d'Etat qu'il désigne".

5. A l'article 17, § 4, des lois coordonnées les mots "La chambre" doivent être remplacés par les mots "Le

.../...

président de la chambre ou le conseiller d'Etat qu'il désigne".

6. Les paragraphes 4bis et 4ter nouveaux comportent de nouvelles règles de procédure qui, à la lumière des modifications antérieures des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, requièrent un intérêt persistant de la part des parties à la cause et qui, à défaut de cet intérêt, contiennent des sanctions sévères à l'égard de celles-ci.

Le paragraphe 4bis attache des effets considérables au défaut de réaction de la part de la partie adverse ou de la partie intervenante à la suite d'un arrêt de suspension. Lorsqu'un acte ou un règlement est suspendu, cela signifie que les moyens, ou à tout le moins l'un d'entre eux, ont été jugés sérieux. L'obligation absolue d'annuler, imposée par le projet de loi, ne laisse plus aucune latitude d'appréciation au Conseil d'Etat. Elle part de la conception que le moyen jugé sérieux doit également être réputé fondé.

Une obligation aussi radicale porte atteinte à la fonction juridictionnelle du Conseil d'Etat lui-même.

Dans un souci de modérer cette règle absolue - en effet, le Conseil d'Etat doit au moins pouvoir tenir compte de cas de force majeure ou d'erreur invincible - il serait indiqué de formuler la disposition en projet comme suit :

.../...

"4º il est inséré un paragraphe 4bis rédigé comme suit :

"§ 4bis. La section d'administration peut, suivant une procédure accélérée déterminée par le Roi, annuler l'acte ou le règlement dont la suspension est demandée si, dans les trente jours à compter de la notification de l'arrêt qui ordonne la suspension ou confirme la suspension provisoire, la partie adverse ou celui qui a intérêt à la solution de l'affaire (1) n'a pas introduit une demande de poursuite de la procédure".

La procédure devra être établie dans le règlement de la procédure et pourra s'inspirer des articles 14bis et 14quater de ce règlement : rapport de l'auditeur dans les huit jours, convocation des parties par le président ou par le conseiller d'Etat qu'il désigne dans les dix jours du dépôt du rapport.

-
- (1) Dans le texte proposé, la mention de la partie intervenante a été remplacée par la subordonnée "celui qui a intérêt à la solution de l'affaire". Le référé et le contentieux d'annulation sont, en effet, conçus de manière telle qu'une intervention doit avoir lieu séparément, tant dans la procédure de suspension que dans la procédure d'annulation. Dès lors, une partie intéressée peut attendre jusqu'après la suspension pour intervenir, le cas échéant, dans la procédure d'annulation.

Selon la formulation en projet du paragraphe 4bis, celui qui justifie d'un intérêt doit déjà intervenir pendant la procédure de suspension; en effet, il est énoncé que "la partie intervenante" doit, dans les trente jours à compter de la notification de l'arrêt de suspension, demander la poursuite de l'instance.

.../...

La même procédure doit être appliquée dans le cas de l'article 17, § 4ter, en projet, lorsque la partie requérante ne demande pas la poursuite de l'instance après le rejet de la demande de suspension.

7. L'article 17, § 6, des lois coordonnées demeure inchangé. Cela implique qu'en principe, la suspension de l'exécution pour détournement de pouvoir pourrait être ordonnée par un conseiller d'Etat unique. Dans ce cas, l'affaire est renvoyée de droit à l'assemblée générale de la section d'administration (article 91).

En raison de la gravité de pareil moyen mettant en cause l'autorité administrative qui semble avoir méconnu le but qui lui était assigné, une suspension pour détournement de pouvoir ne devrait être prononcée que par une chambre à trois membres.

Dans cette hypothèse, il n'y a pas lieu d'adapter l'article 91, mais de prévoir dans l'exposé des motifs que, si un auditeur propose de retenir le moyen à l'appui de la suspension, l'affaire est renvoyée à la chambre à trois membres en application de l'article 90, § 3, alinéa 2.

8. Selon l'article 17, § 2, alinéa 3, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, les arrêts par lesquels la suspension a été ordonnée sont susceptibles d'être rapportés ou modifiés à la demande des parties.

.../...

Cette disposition paraît avoir pour but de permettre la rétractation d'une suspension avant la décision au fond.

Il est généralement admis que la suspension prend fin lorsqu'il est statué sur le fond de la cause et qu'en cas de rejet du recours en annulation, la suspension prend automatiquement fin (1). L'on peut cependant se prononcer pour un acte explicite, en l'occurrence un arrêt, mettant à néant la suspension, surtout lorsqu'aucun arrêt au fond n'est en fait intervenu.

Ainsi que le Conseil d'Etat l'a déjà jugé par le passé, le retrait implicite, même s'il annule rétroactivement la force juridique de l'acte attaqué, laisse néanmoins subsister cet acte sur le plan matériel. La sécurité juridique et la clarté des rapports juridiques commandent qu'il soit mis fin à cette existence formelle (2).

L'article 17, § 2, alinéa 3, n'empêche pas formellement, dans sa formulation actuelle, la levée ou la rétractation d'un arrêt de suspension, même à la suite d'un arrêt au fond, rejetant le recours en annulation.

(1) Voir E. Lancksweerd, Het administratief kort geding, Kluwer 1993, p. 20, n° 29, et p. 147, n° 275.

(2) par exemple, arrêt DE GRENDÉL, n° 18.049 du 18 janvier 1977.

Il a cependant été conçu, ainsi qu'il ressort des travaux préparatoires, pour modifier ou rapporter, avant la décision au fond, une suspension ordonnée.

Il est proposé également d'insérer à l'article 17, un paragraphe 7, formulé comme suit :

"§ 7. Si la chambre compétente pour statuer au fond n'annule pas l'acte ou le règlement qui fait l'objet du recours, elle peut lever ou rapporter la suspension ordonnée" (1).

Article 8.

Article 18 des lois coordonnées.

1. Dans la phrase liminaire, il convient d'ajouter les mots "et modifié par la loi du 22 décembre 1992" après les mots "remplacé par la loi du 19 juillet 1991".

2. Dans la ligne des observations formulées pour l'article 17, § 1er, alinéa 3, la proposition de texte suivante est faite pour le 2^o :

(1) Cf. l'arrêt Verhulst, n^o 54.446 du 10 juillet 1995, dans lequel la suspension ordonnée est rapportée.

"2° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

"Dans les cas d'extrême urgence, des mesures provisoires peuvent être ordonnées sans que les parties ou certaines d'entre elles soient entendues.

Dans ce cas, l'arrêt qui ordonne les mesures provisoires convoque les parties dans les trois jours devant la chambre qui statuera sur le maintien des mesures qui n'auraient pas été exécutées".

Article 10.

Article 21bis des lois coordonnées.

Plutôt que d'insérer un alinéa 6 au paragraphe 1er de l'article 21bis, mieux vaudrait compléter cet article par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

"§ 3. Lorsque le membre de l'auditorat désigné fait immédiatement rapport et propose de déclarer le recours manifestement irrecevable, manifestement fondé ou non fondé, l'auditeur général notifie le recours et le rapport à ceux qui ont intérêt à la solution de l'affaire et qui peuvent y intervenir. La demande en intervention exposant les moyens se fait dans un délai de quinze jours au plus tard après la réception de la notification du recours et du rapport.

Le président de la chambre saisie ou le conseiller d'Etat qu'il désigne convoque le requérant, la partie

.../...

adverse et la partie intervenante à comparaître devant lui au plus tard le dixième jour après l'expiration de ce délai".

Le texte proposé permet d'assurer un meilleur respect des droits de la défense et d'informer les parties qui ont intérêt à la solution du litige tout en respectant certains délais.

Il est motivé par les considérations suivantes :

1. Puisqu'il s'agit d'une procédure accélérée, la recevabilité de la demande en intervention sera tranchée dans l'arrêt même qui se prononce sur le recours.

2. Puisque ceux qui ont reçu notification du recours reçoivent en même temps le rapport de l'auditeur, l'on peut exiger que les moyens soient déjà exposés dans la demande en intervention.

3. Un délai de quinze jours paraît raisonnable étant donné que dans une procédure de suspension - également à considérer comme une procédure accélérée - un délai de quinze jours est accordé à celui qui veut intervenir dans la procédure de suspension (A.R. 5 décembre 1991, article 10, alinéa 2).

.../...

Article 11.Article 24 des lois coordonnées.

1. Dans la phrase liminaire du texte néerlandais, il faut remplacer les mots "Artikel 21" par les mots "Artikel 24".

2. Dans la phrase liminaire, il y a lieu de remplacer le mot "complété" par le mot "inséré".

3. Il est proposé d'écrire :

"... statue par voie d'arrêt sur les conclusions du rapport".

*

*

*

Article 27 des lois coordonnées.

Cet article n'a pas été complété depuis l'instauration du référé, des mesures provisoires et de l'astreinte.

.../...

En conséquence le texte suivant est proposé :

"Art. Dans l'article 27 des mêmes lois coordonnées, les mots "articles 11, 14 et 16" sont remplacés par les mots "articles 11, 14, 16, 17, 18 et 36".

Article 29 des lois coordonnées.

De même, cet article sera modifié de la manière suivante :

"Art. Dans l'article 29 des mêmes lois coordonnées, les mots "articles 10, 11, 12, 13, 14 et 16" sont remplacés par les mots "articles 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18 et 36".

*

* *

Article 14.

Article 69 des lois coordonnées.

Dans la phrase liminaire, il convient de se référer à toutes les modifications expresses et encore en vigueur subies par l'article ou la subdivision d'article modifié. Les modifications apportées par les lois des 6 mai 1982 et 31 décembre 1983 sont devenues sans objet suite au remplacement de l'article 69 par la loi du 16 juin 1989. Par contre, cette disposition a encore été modifiée par la loi du 19 juillet 1991. La phrase liminaire doit, dès lors, être rédigée de la manière suivante :

.../...

"Art. L'article 69 des mêmes lois coordonnées, remplacé par la loi du 16 juin 1989 et modifié par les lois des 17 octobre 1990 et 19 juillet 1991, est remplacé par la disposition suivante :".

2. Dans le texte néerlandais, il est proposé de remplacer le titre de "eerste auditeurs-sectiechefs" par celui de "eerste auditeurs-afdelingshoofden".

La même observation vaut pour le terme "eerste referendarissen-sectiechefs".

Article 15.

Article 71 des lois coordonnées.

1. Les modifications apportées par les lois des 6 mai 1982 et 16 juin 1989 sont devenues sans objet suite à la modification apportée à l'article 71 par la loi du 17 octobre 1990. Par contre, cette disposition a encore été modifiée par la loi du 24 mars 1994. La phrase liminaire doit, dès lors, être rédigée de la manière suivante :

"Art. A l'article 71 des mêmes lois coordonnées, modifié par les lois des 17 octobre 1990 et 24 mars 1994, sont apportées les modifications suivantes :".

.../...

2. Le texte néerlandais des paragraphes 3bis et 3ter, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Etant donné que le grade de premier auditeur chef de section est introduit dans la hiérarchie des grades de l'auditorat, il y a lieu également de le mentionner parmi les magistrats qui peuvent être nommés aux fonctions d'auditeur général et d'auditeur général adjoint.

Il convient, dès lors, de compléter l'article 15 du projet par un 3º et un 4º rédigés comme suit :

"3º au paragraphe 4, alinéa 2, les mots, ", premier auditeur chef de section" sont insérés après les mots "auditeur général adjoint;

4º au paragraphe 4, alinéa 3, les mots "premier auditeur chef de section ou" sont insérés après les mots "s'il n'est"".

4. Le mode de nomination des premiers auditeurs chefs de section laisse apparaître que le Gouvernement semble confier à l'auditeur général la direction de l'auditorat ainsi que la responsabilité de la carrière de ses membres. Cette structure de l'autorité au sein du Conseil d'Etat requiert également, dans le même sens, l'adaptation de l'article 71, § 2, alinéa 1er, a, - nomina-

.../...

tion en qualité d'auditeur - et de l'article 107, alinéa 3 - autorisation de cumul pour les membres de l'auditorat.

Pour ces motifs, on pourrait, dans les deux cas, omettre l'avis du premier président en ce qui concerne les membres de l'auditorat et l'avis de l'auditeur général en ce qui concerne les membres du bureau de coordination.

*

*

*

Article 73 des lois coordonnées.

Il convient également d'adapter l'article 73, § 1er.

1° A l'alinéa 2, la mention du "greffier de section" doit être omise. Ce grade a été supprimé par la loi du 17 octobre 1990.

2° A l'alinéa 3, il y a lieu d'insérer, à la suite des mots "des conseillers d'Etat", les mots "des premiers auditeurs chefs de section, des premiers référendaires chefs de section".

.../...

Article 16.Article 74_des_lois_coordonnées.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu de remplacer au 1^o et au 2^o le mot "sectiechefs" par le mot "afdelingshoofden".

*

*

*

Article 17.Article 75_des_lois_coordonnées.

Il conviendrait de réserver la possibilité que les premiers auditeurs chefs de section confient aux premiers auditeurs la formation des auditeurs adjoints.

Dans ce cas, au 2^o de l'article 17 du projet, il faut écrire :

"2^o l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

"L'auditeur adjoint exerce ses fonctions sous la direction d'un premier auditeur chef de section ou d'un premier auditeur désigné par ce dernier".

*

*

*

.../...

Article 76 des lois coordonnées.

1. L'article 76, alinéa 1er, seconde phrase, des lois coordonnées dispose que les membres de l'auditorat "peuvent être chargés de procéder aux enquêtes décidées par la section d'administration".

Il serait utile d'insérer, à l'article 76, alinéa 1er, avant les mots "par la section d'administration", les mots "par voie d'arrêt".

2. A l'article 76, alinéa 2, il y a lieu d'insérer, après les mots "l'auditeur général adjoint", les mots "les premiers auditeurs chefs de section".

*

*

*

Article 18.Article 77 des lois coordonnées.

Au paragraphe 2, alinéa 2, une adaptation semblable à celle proposée pour la formation des auditeurs adjoints est également indiquée pour celle des référendaires adjoints.

.../...

Il est proposé d'écrire :

"Le référendaire adjoint exerce ses fonctions sous la direction d'un premier référendaire chef de section ou d'un premier référendaire désigné par ce dernier".

Article 19.

Article 79 des lois coordonnées.

L'article 79, alinéa 2, des lois coordonnées dispose :

"Le renouvellement des membres désignés pour la section de législation se fait annuellement par tiers, selon les modalités déterminées par le Roi".

En abrogeant cette disposition, l'article 19 du projet doit logiquement supprimer dans l'article 79, alinéa 1er, les mots "pour un terme de trois ans".

Article 20.

Article 82 des lois coordonnées.

Pour tenir compte de la pratique actuellement en usage à la section de législation, le texte suivant est proposé :

.../...

"Elle peut entendre le fonctionnaire délégué ou le représentant du ministre désigné dans la demande d'avis".

Article 21.

Article 83_des_lois_coordonnées.

1. Le 2^o de la disposition en projet est en contradiction avec l'article 73, § 3, alinéa 2, des lois coordonnées qui précise : "Il y aura au moins deux membres de l'auditorat qui devront en outre justifier de la connaissance approfondie de la langue allemande", alors que le même paragraphe 3, alinéa 1er, précise : "Il y aura au moins un membre du Conseil d'Etat ... qui devr(ont) en outre justifier de la connaissance suffisante de la langue allemande".

La loi ne prévoyant pas pour certains membres du Conseil l'obligation de justifier de la connaissance approfondie de l'allemand, l'article 21, 2^o, du projet doit dès lors être omis.

2. En prévoyant que devant la section de législation, l'examen des affaires est "commencé" dans l'ordre de leur inscription au rôle, "ce qui n'empêche évidemment pas (...) que les avis soient donnés dans un ordre différent" (exposé des motifs p. 19), l'article 21, 3^o, n'édicte aucune règle, mais constitue une simple déclaration d'intention. Il doit dès lors être omis du dispositif.

.../...

Article 22.Article 84 des lois coordonnées.

Le texte suivant est proposé :

"Art. L'article 84 des mêmes lois coordonnées, modifié par les lois des 15 octobre 1991 et 6 avril 1995, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 84. L'examen des affaires s'ouvre dans l'ordre de leur inscription au rôle, excepté les cas suivants :

- 1° lorsque le conseil des ministres, les Gouvernements communautaires et régionaux, le Collège de la Commission communautaire française ainsi que le Collège réuni visés aux alinéas 2 et 4 de l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, réclament communication de l'avis ou de l'avant-projet dans un délai ne dépassant pas un mois;
- 2° en cas d'urgence spécialement motivée dans la demande, lorsque l'autorité qui saisit la section de législation réclame communication de l'avis ou de l'avant-projet dans un délai ne dépassant pas trois jours ou dans un délai ne dépassant pas huit jours dans le cas prévu à l'article 2, § 4. En pareil cas, la motivation figurant dans la demande sera reproduite dans le préambule de l'acte réglementaire.

Lorsque l'urgence est invoquée, l'avis de la section de législation peut, sous réserve de l'arti-

.../...

cle 2, § 1er, alinéa 2, se borner à l'examen du fondement juridique, de la compétence ...".

Article 23.

Article 86 des lois coordonnées.

L'article 86 en projet divise la section d'administration en sept chambres, dont trois chambres de langue française, trois chambres de langue néerlandaise et une chambre bilingue.

Dès lors que le nombre de conseillers d'Etat est porté à trente-six, dont douze siègent dans la section de législation (1), les vingt-quatre autres conseillers qui feront partie de la section d'administration (cf. l'article 89) devraient être répartis entre neuf chambres, dont quatre chambres françaises, quatre chambres néerlandaises et une chambre bilingue.

Ce faisant, toutes les chambres seraient composées de trois conseillers d'Etat. En effet, tant les chambres de la section de législation que celles de la section d'administration siègent à trois membres (2).

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er :

(1) cf. l'article 79.

(2) cf. les articles 81 et 90.

"Art. La section d'administration est divisée en neuf chambres : quatre chambres de langue françaises, quatre chambres de langue néerlandaises et une chambre bilingue, composées chacune de trois membres".

Article 24.

Article 87_des_lois_coordonnées.

1. Il est inhabituel que la loi détermine elle-même la matière qui sera traitée par une chambre.

D'autre part, les mots "par priorité", figurant aux deux alinéas nouveaux, constituent une discrimination à l'égard des autres justiciables. Ils doivent être omis.

2. Aux alinéas 1er et 2 de la version française, une erreur de plume s'est glissée dans la référence à l'intitulé de la loi du 15 décembre 1980. Il convient d'écrire "... la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès ...".

Article 25.

Article 90_des_lois_coordonnées.

L'article 90 en projet serait plus clairement rédigé ainsi :

.../...

"§ 1er. Les chambres de la section d'administration siègent à trois membres en matière d'avis, de recours en annulation et de demande d'astreinte déposée en application de l'article 36, § 1er.

Elles siègent toutefois à un membre :

- 1° en matière de recours en annulation introduit contre les décisions administratives prises en application de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;
- 2° en matière de recours dans lesquels il est fait application de l'article 17, §§ 4bis et 4ter, de l'article 21, alinéas 2 et 6, ou lorsque le rapport de l'auditeur propose de déclarer le recours sans objet, manifestement irrecevable, manifestement fondé ou manifestement non fondé, de décréter le désistement de l'instance ou de rayer l'affaire du rôle.

§ 2. Hormis les cas prévus à l'article 17, § 1er, alinéa 3, et § 2, alinéa 3 et à l'article 18, alinéa 3, les chambres de la section d'administration siègent à un membre en matière de demande de suspension et de mesures provisoires.

§ 3. A la demande du requérant formulée dans la requête ou d'office, le président de chambre ordonne, de l'avis de l'auditeur général ou du membre de l'auditorat que celui-ci désigne, le renvoi dans une chambre de trois membres".

.../...

Outre une amélioration de la rédaction, la proposition de texte intègre certaines modifications de fond :

- Au paragraphe 2, la référence aux mesures provisoires est destinée à tenir compte des autres cas dans lesquels la section d'administration prononce une astreinte.
- Le paragraphe 1er, 2º, est ainsi rédigé pour éviter que la composition de la chambre ne trahisse déjà l'issue de l'affaire. Le projet est également complété afin d'intégrer les procédures accélérées visées aux articles 93 et 94 du règlement de procédure - absence de fondement, irrecevabilité ou bien-fondé manifestes.
- Le paragraphe 3 généralise la possibilité pour le président de chambre, à la demande du requérant ou d'office, de rétablir la collégialité. Cette possibilité, suggérée par la section de législation du Conseil d'Etat, est actuellement ouverte à l'article 90, alinéa 3, des lois coordonnées, lorsqu'une chambre à un membre statue relativement à la loi du 15 décembre 1980. Pour éviter tout risque de discrimination, il conviendrait d'étendre la possibilité de retourner à la collégialité à tous les cas où la chambre statue à un membre.

.../...

Article 26.Article 92 des lois coordonnées.

1. La division en paragraphes ne se justifie que lorsque au moins l'un de ceux-ci comporte plus d'un alinéa. Dans le cas contraire, la division en alinéas suffit.

2. Dans un souci de concordance avec le texte français, il convient, au paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, avant-dernière ligne, de la version néerlandaise, de remplacer le mot "hij" par les mots "de eerste voorzitter".

Article 27.Article 101 des lois coordonnées.

1. La modification apportée par la loi du 28 juin 1983 ne porte que sur l'alinéa 2 de l'article 101. Dans la phrase liminaire, il convient donc d'omettre les mots "modifié par la loi du 28 décembre 1983,".

2. Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er en projet :

"Le règlement d'ordre intérieur est arrêté par l'assemblée générale du Conseil d'Etat sur avis de l'auditeur général et de l'auditeur général adjoint. Il est approuvé par le Roi".

.../...

Article 28.Article 102bis_des_lois_coordonnées.

1. Afin d'éviter toute équivoque, mieux vaut mentionner dans la phrase liminaire que l'article 102bis est inséré dans le Chapitre VI du Titre VII des lois coordonnées. Il convient de rédiger la phrase liminaire de la manière suivante :

"... dans le Chapitre VI du Titre VII des mêmes lois coordonnées".

2. La disposition en projet prévoit la nomination d'un administrateur chargé de la gestion administrative et de l'infrastructure du Conseil d'Etat. Il attribue au Roi le pouvoir de nommer cet administrateur par arrêté délibéré en conseil des ministres. Cette prérogative doit se comprendre dans le prolongement de l'article 107, alinéa 3, de la Constitution qui veut que le Roi nomme à d'autres emplois que ceux de l'administration générale "en vertu de la disposition expresse d'une loi".

Tel que le texte en projet est libellé, l'administrateur ne peut donc être assimilé à un fonctionnaire de l'administration générale qui serait nommé par le Roi pour accomplir, sous la direction et l'autorité d'un ministre, des tâches que celui-ci lui assignerait. Il doit, au contraire, être conçu comme un fonctionnaire qui est appelé à faire partie, fût-ce pour un mandat limité, du personnel administratif du Conseil d'Etat (intitulé du Chapitre VI des

.../...

lois coordonnées) et qui est appelé à exercer ses attributions sous l'autorité des personnes qui assument la direction administrative du Conseil d'Etat.

L'article 107 de la Constitution et l'article 160 de la même Constitution, qui réservent au législateur le soin de fixer les règles générales en la matière, ne permettent pas d'habiliter le Roi à régler, par arrêté délibéré en conseil des ministres, les conditions d'exercice d'un tel mandat en dehors d'un cadre légal préétabli.

Les tâches qui reviennent à cet administrateur doivent être déterminées, au moins dans les grandes lignes, dans une disposition expresse de la loi.

Dans cette perspective, il y a lieu de préciser dans la loi :

- 1° que l'administrateur du Conseil d'Etat doit exercer ses activités sous l'autorité, mais aussi la direction, de l'assemblée générale ou du premier président et de l'auditeur général;
- 2° les conditions d'exercice d'un tel mandat;
- 3° les éléments essentiels de son statut.

3. D'autre part, l'administrateur précité transmet, conformément à l'article 102bis, alinéa 4, en projet, des observations sur l'exécution du plan quadriennal.

.../...

Il n'est pas au pouvoir du législateur de permettre à un fonctionnaire chargé de tâches uniquement administratives de s'immiscer dans l'exercice des missions juridictionnelles, et, notamment, de formuler des observations sur un plan de résorption de l'arriéré juridictionnel élaboré par l'assemblée générale.

Certes, cet administrateur peut formuler des suggestions sur la mise en oeuvre de moyens matériels permettant d'atteindre le but assigné au plan de résorption de l'arriéré. Ses observations ne seraient admissibles que si elles portaient sur les aspects administratifs de ce plan.

Le texte en projet doit être revu et amendé sur les points précités.

*

* *

Article 107 des lois coordonnées.

Puisque le bureau de coordination est placé sous l'autorité et la direction du premier président, l'avis de l'auditeur général quant au cumul exercé par les membres de ce bureau peut être supprimé.

Le texte suivant est proposé :

"Art. A l'article 107, alinéa 3, les mots "sur avis du premier président et de l'auditeur général lorsqu'il s'agit

.../...

de membres de l'auditorat ou du bureau de coordination" sont remplacés par les mots "sur avis du premier président pour les membres du bureau de coordination et sur avis de l'auditeur général pour les membres de l'auditorat".

*

* *

Articles 29.

La question se pose s'il n'y aurait pas lieu de disposer expressément qu'un état d'avancement des affaires dans la section de législation doit être inclus au rapport annuel.

La simple mention de la section d'administration peut créer l'impression que la section de législation devient subsidiaire par rapport au contentieux, alors que la mission consultative et celle du contentieux doivent être considérés comme d'importance égale.

Articles 29 et 30.

Le but du plan quadriennal est de mettre au mieux en oeuvre, compte tenu de l'évolution des circonstances, les importants moyens, humains, matériels et financiers qui sont alloués au Conseil d'Etat (exposé des motifs, p. 25).

.../...

Etant donné que le rapport au conseil des ministres ne peut être interprété autrement que comme une information à ce conseil, sans la possibilité pour celui-ci d'adresser des injonctions au Conseil d'Etat (1), la disposition n'est pas inconciliable avec l'indépendance du Conseil d'Etat quant à son activité juridictionnelle.

Compte tenu de l'importance des principes en cause, cette indépendance doit toutefois être clairement rappelée dans le dispositif du texte.

Dans cette perspective, l'article 120 est inutile, si l'article 119 est complété comme suit :

"Ce rapport énonce les mesures qui, sans affecter l'exercice de la fonction juridictionnelle, sont de nature à résorber l'arriéré juridictionnel dans un délai de quatre ans.

Il est établi au cours du mois de septembre et déposé le 15 octobre. Il est communiqué aux présidents des chambres législatives et au Gouvernement".

(1) J. VELU et R. ERGEC, op. cit., p. 310. Ces auteurs se fondent sur les arrêts Campbell et Fell du 28 juin 1984, Série A, n° 80, p. 40, § 79 et Ettl du 23 avril 1987, Série A, n° 117, p. 18, § 39. De même, selon le Conseil constitutionnel de France, "il n'appartient ni au législateur ni au gouvernement de censurer les décisions des juridictions, d'adresser à celles-ci des injonctions et de se substituer à elles dans le jugement des litiges relevant de leur compétence (Cons. const., 22 juillet 1980, Rec., p. 46; voir à ce propos S. DOUMBE-BILLE, "La justice judiciaire dans la jurisprudence du Conseil d'Etat et du Conseil constitutionnel depuis 1958, R.D.P., 1986, pp. 345-394).

Article 32.

L'entrée en vigueur, prévue à l'alinéa 1er, nécessite une adaptation simultanée de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat ainsi que de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat.

Observations finales.

1. Quelques articles des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat se réfèrent aux articles 6, 6bis et 17 de la Constitution. Il serait indiqué de remplacer ces références par la mention des articles 10, 11 et 24 de la Constitution coordonnée.

Cette observation vaut pour les articles 17, § 6, alinéa 2, et 93, alinéa 1er.

Dans d'autres articles également, il conviendrait d'adapter la référence aux articles anciens de la Constitution.

2. Les mots "siégeant au nombre d'un (ou de trois) membre(s)" utilisés dans les lois coordonnées et dans le présent projet gagneraient à être remplacés par les mots "chambre à un (trois) membre(s)".

Voorafgaande opmerking.

Overeenkomstig de artikelen 5, 7 en 14 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole zijn respectievelijk vereist : de akkoordbevinding van de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, de akkoordbevinding van de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, en het advies van de inspecteur van financiën over enkele bepalingen slechts van het ontwerp.

Het enige voorgelegde stuk is de akkoordbevinding van de Minister van Begroting.

Dit advies wordt verstrekt onder voorbehoud dat de overblijvende vormvereisten vervuld worden.

Bepalend gedeelte.

Artikel 2.

Artikel 2 van de gecoördineerde wetten.

1. In het ontworpen artikel 2, § 1, eerste lid, schrijve men :

"... vervangen door de woorden ", van de Franse Gemeenschapscommissie of van de Verenigde Vergadering respectievelijk bedoeld in ...".

.../...

2. In de eerste zin van de commentaar die in de memorie van toelichting gewijd wordt aan de artikelen 2 tot 5, schrijve men :

"... en naar de Franse Gemeenschapscommissie" in plaats van "... en naar de Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie".

Artikel 3.

Artikel 3 van de gecoördineerde wetten.

1. In de inleidende zin moet worden verwezen naar alle uitdrukkelijke en nog van kracht zijnde wijzigingen aangebracht in het artikel of in de onderverdeling van het gewijzigde artikel. De inleidende zin moet derhalve als volgt worden gesteld :

"... en gewijzigd bij de wetten van 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 6 april 1995, ...".

2. De wijziging voorgesteld in artikel 3, 1^o, van het ontwerp is in de huidige lezing te ruim : de verplichting om de Raad van State te raadplegen moet worden beperkt tot alleen de besluiten die betrekking hebben op aangelegenheden die het College van de Franse Gemeenschapscommissie kan regelen als gevolg van de overgang van bevoegdheden bewerkstelligd met toepassing van artikel 138 van de Grondwet

.../...

3. Indien het de bedoeling van de stellers van het ontwerp is om een vaststaande praktijk te legaliseren die erin bestaat dat de steller van de adviesaanvraag een gemachtigde van de minister of een gemachtigd ambtenaar aanwijst die de inlichtingen moet verstrekken welke dienstig zijn voor de verstaanbaarheid van het ontwerp (zie artikel 20 van het ontwerp), wordt voorgesteld tussen de tweede en de derde zin van artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten de volgende zin in te voegen :

"De adviesaanvraag vermeldt de naam van de gemachtigde of van de ambtenaar die de minister aanwijst om de afdeling wetgeving de dienstige toelichtingen te verstrekken".

Artikel 6.

Nieuw artikel 6bis.

Teneinde iedere dubbelzinnigheid te weren, zou het beter zijn in de inleidende zin te vermelden dat artikel 6bis ingevoegd wordt in titel II van de gecoördineerde wetten. De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"In titel II van dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 6bis ingevoegd, luidend als volgt :".

.../...

In het ontworpen artikel 6bis, tweede lid, schrijven men : "... haar gemotiveerde advies bezorgt aan ...".

*

* *

Artikel 14 van de gecoördineerde wetten.

Artikel 14bis, eerste lid, van de gecoördineerde wetten moet worden gewijzigd, waarbij de verwijzing naar de artikelen 59bis, 59ter, 107quater, 108ter en 115 van de Grondwet vervangen wordt door de verwijzing naar de artikelen 39, 127, § 1, 128, § 1, 129, § 1, 130, § 1, 135, 136, eerste lid, 140, 141, 175, 176 en 177 van de Grondwet.

*

* *

Artikel 7.

Artikel 17 van de gecoördineerde wetten.

1. De ontworpen paragraaf 1, derde lid, eerste zin, bevat een tautologie. Indien de verzoekende partij de uiterst dringende noodzakelijkheid aanvoert, verzoekt ze de Raad van State "uitspraak te doen met voorrang boven alle andere zaken". Het is niet nodig zulks te herhalen in het artikel.

.../...

2. Het zou tevens verkieslijk zijn het begrip "voorlopige schorsing" te behouden als in geval van uiterst dringende noodzakelijkheid de partijen, of sommige van hen, niet konden worden gehoord.

Andere gevallen van uiterst dringende noodzakelijkheid, te weten die waarin de schorsing bevolen wordt nadat de partijen zijn gehoord, vallen onder de toepassing van paragraaf 1, tweede lid.

Het tekstvoorstel hierna geeft dat onderscheid weer :

"In geval van uiterst dringende noodzakelijkheid kan de schorsing bij voorraad worden bevolen, zonder dat de partijen, of sommige van hen, zijn gehoord.

Alsdan worden in het arrest dat de voorlopige schorsing beveelt, de partijen binnen drie dagen opgeroepen om te verschijnen vóór de kamer die uitspraak doet over de bevestiging van de schorsing".

3. Met het oog op de eenvormigheid van terminologie moet in artikel 7 van het ontwerp een nieuw onderdeel 3º worden ingevoegd, luidende :

"3º in paragraaf 1, vierde lid, worden de woorden "het handhaven" vervangen door de woorden "de bevestiging".

.../...

4. In artikel 17, § 3, derde lid, van de gecoördineerde wetten moeten de woorden "door de voorzitter van de kamer" aangevuld worden met de woorden "of door de staatsraad die hij aanwijst".

5. In artikel 17, § 4, van de gecoördineerde wetten moeten de woorden "De kamer" vervangen worden door de woorden "De voorzitter van de kamer of de staatsraad die hij aanwijst".

6. De nieuwe paragrafen 4bis en 4ter bevatten nieuwe procedureregels, die in het licht van de voorgaande wijzigingen van de gecoördineerde wetten op de Raad van State een blijvend belang van de partijen in het geding vereisen en die bij ontstentenis van dat belang zware sancties ten aanzien van deze partijen stellen.

Paragraaf 4bis verbindt verregaande gevolgen aan de omstandigheid dat de verwerende partij of de tussenkomende partij niet reageert op een schorsingsarrest. Als een handeling of een verordening geschorst wordt, betekent zulks dat de middelen, of althans één ervan, als ernstig zijn aangezien. De absolute verplichting tot nietigverklaring, opgelegd bij het ontwerp van wet, laat de Raad van State geen enkele beoordelingsruimte meer. Zij gaat uit van de stelling dat een middel dat als ernstig wordt aangezien, ook gegrond moet worden bevonden.

.../...

Zulk een radicale verplichting doet afbreuk aan de rechtsprekende functie van de Raad van State zelf.

Teneinde die absolute regel te temperen - de Raad van State moet immers op zijn minst rekening kunnen houden met het geval van overmacht of van onoverkomelijke dwaling - zou het geraden zijn de ontworpen bepaling als volgt te stellen :

"4º een paragraaf 4bis wordt ingevoegd, luidende :

"§ 4bis. De afdeling administratie kan, volgens een versnelde rechtspleging vastgesteld door de Koning, de akte of het reglement nietigverklaren waarvan de schorsing gevorderd wordt, indien de verwerende partij of degene die een belang heeft bij de beslechting van het geschil (1) binnen dertig dagen te rekenen van de kennisgeving van het arrest waarbij de schorsing bevolen wordt of de voorlopige schorsing bevestigd wordt, geen

-
- (1) In de voorgestelde tekst worden de woorden "tussenkomen partij" vervangen door de bijzin "degene die een belang heeft bij de beslechting van het geschil". Het kort geding en de rechtspleging tot nietigverklaring zijn immers aldus geregeld dat een tussenkomst afzonderlijk moet plaatshebben, zowel in de schorsingsprocedure als in de procedure tot nietigverklaring. Derhalve kan een belanghebbende partij tot na de schorsing wachten om in voorkomend geval tussen te komen in de procedure tot nietigverklaring.

Volgens de ontworpen redactie van paragraaf 4bis moet degene die van een belang moet blijken, reeds in de schorsingsprocedure tussenkomen; er wordt immers gesteld dat de "tussenkomen partij" binnen dertig dagen te rekenen van de kennisgeving van het schorsingsarrest de voortzetting van de rechtspleging moet aanvragen.

.../...

verzoek tot voortzetting van de rechtspleging heeft ingediend"".

De rechtspleging moet worden omschreven in de procedureregeling, waarbij kan worden uitgegaan van het bepaalde in de artikelen 14bis en 14quater van die regeling : verslag van de auditeur binnen acht dagen, oproeping van de partijen, door de voorzitter of de door hem aangewezen staatsraad, binnen tien dagen na de indiening van het verslag.

Dezelfde rechtspleging moet worden toegepast in het geval van het ontworpen artikel 17, § 4ter, als de verzoekende partij niet vraagt dat het geding wordt voortgezet nadat de vordering tot schorsing is afgewezen.

7. Artikel 17, § 6, van de gecoördineerde wetten blijft ongewijzigd. Zulks houdt in dat de schorsing van de tenuitvoerlegging wegens machtsafwending in beginsel bevolen kan worden door een alleenrechtsprekende staatsraad. In dat geval wordt de zaak van rechtswege verwezen naar de algemene vergadering van de afdeling administratie (artikel 91).

Vanwege de ernst van zulk een middel, waarbij de administratieve overheid de haar toegewezen bevoegdheid misbruikt lijkt te hebben, gaat het niet aan dat een schorsing wegens machtsafwending wordt uitgesproken anders dan door een kamer met drie leden.

In dat geval bestaat er geen grond om artikel 91 aan te passen, doch moet in de memorie van toelichting

.../...

vermeld worden dat als een auditeur voorstelt het middel tot staving van de schorsing in aanmerking te nemen, de zaak verwezen wordt naar de kamer met drie leden, overeenkomstig artikel 90, § 3, tweede lid.

8. Volgens artikel 17, § 2, derde lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kunnen de arresten waarbij de schorsing is bevolen, op verzoek van de partijen ingetrokken of gewijzigd worden.

De strekking van deze bepaling lijkt te zijn dat een schorsing kan worden ingetrokken voordat over de grond van de zaak uitspraak is gedaan.

Algemeen wordt aangenomen dat de schorsing eindigt wanneer uitspraak wordt gedaan over de grond van de zaak en dat de schorsing automatisch eindigt als het beroep tot nietigverklaring verworpen wordt (1). Men kan zich echter uitspreken voor een uitdrukkelijke handeling, in casu een arrest, die de schorsing ongedaan maakt, zeker indien in werkelijkheid geen enkel arrest over de grond van de zaak gewezen is.

(1) Zie E. Lancksweerd, Het administratief kort geding, Kluwer 1993, blz. 20, nr. 29, en blz. 147, nr. 275.

Zoals de Raad van State in het verleden reeds heeft geoordeeld, laat de impliciete intrekking, ook al vernietigt ze met terugwerking de rechtskracht van de bestreden handeling, die handeling op materieel gebied evenwel voortbestaan. Met het oog op de rechtszekerheid en de klaarheid van de rechtsverhoudingen moet aan dat formele bestaan een eind worden gemaakt (1).

Artikel 17, § 2, derde lid, belet in zijn huidige lezing niet uitdrukkelijk dat een schorsingsarrest opheffen of ingetrokken wordt, zelfs als gevolg van een bodemarrest dat het annulatieberoep verwerpt.

Zoals uit de voorbereidende werkzaamheden blijkt, is dat artikel echter bedoeld om vóór de beslissing over de grond van de zaak een bevolen schorsing te wijzigen of in te trekken.

Er wordt eveneens voorgesteld in artikel 17 een paragraaf 7 in te voegen, luidende :

"§ 7. Indien de kamer die bevoegd is om uitspraak te doen over de grond van de zaak, de akte of het reglement waartegen het beroep gericht is niet vernietigt, kan ze de bevolen schorsing opheffen of intrekken" (2).

(1) Zie bijvoorbeeld arrest DE GRENDEL, nr. 18.049 van 18 januari 1977.

(2) Zie arrest Verhulst, nr. 54.446 van 10 juli 1995, waarin de bevolen schorsing wordt ingetrokken.

Artikel 8.Artikel 18 van de gecoördineerde wetten.

1. In de inleidende zin moeten na de woorden "vervangen bij de wet van 19 juli 1991" de woorden "en gewijzigd bij de wet van 22 december 1992" worden toegevoegd.

2. In de lijn van de opmerkingen gemaakt is verband met artikel 17, § 1, derde lid, wordt voor onderdeel 2° de volgende tekst voorgesteld :

"2° het derde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

"In geval van uiterst dringende noodzakelijkheid kunnen voorlopige maatregelen worden bevolen, zonder dat de partijen, of sommige van hen, gehoord worden.

Alsdan worden in het arrest dat de voorlopige maatregelen beveelt, de partijen binnen drie dagen opgeroepen om te verschijnen vóór de kamer die uitspraak doet over de handhaving van de maatregelen die niet zouden zijn uitgevoerd".

.../...

Artikel 10.Artikel 21bis van de gecoördineerde wetten.

Veeleer dan in artikel 21bis, § 1, een zesde lid in te voegen, zou het beter zijn dat artikel aan te vullen met een paragraaf 3, luidende :

"§ 3. Wanneer het aangewezen lid van het auditoraat zonder verwijl verslag uitbrengt en voorstelt het beroep kennelijk onontvankelijk, kennelijk gegrond of ongegrond te verklaren, brengt de auditeur-generaal het beroep en het verslag ter kennis van diegenen die bij de beslechting van de zaak een belang hebben en die erin kunnen tussenkomen. Het verzoek tot tussenkomst, dat de middelen uiteenzet, wordt ingediend binnen een termijn van uiterlijk vijftien dagen na ontvangst van de kennisgeving van het beroep en het verslag.

De voorzitter van de kamer waarbij de zaak aanhangig is gemaakt of de staatsraad die hij aanwijst, roept de verzoekende partij, de verwerende partij en de tussenkomende partij op om uiterlijk de tiende dag na het verstrijken van die termijn vóór hem te verschijnen".

De voorgestelde tekst maakt het mogelijk een betere eerbiediging van de rechten van verdediging te waarborgen en de partijen die een belang hebben bij de beslechting van het geschil te informeren, met inachtneming evenwel van bepaalde termijnen.

.../...

Deze tekst wordt verantwoord door de volgende overwegingen :

1. Aangezien het om een versnelde rechtspleging gaat, zal de ontvankelijkheid van het verzoek tot tussenkomst beslecht worden in het arrest zelf dat uitspraak doet over het beroep.

2. Aangezien zij die kennis van het beroep hebben gekregen terzelfder tijd het verslag van de auditeur ontvangen, kan worden geëist dat de middelen reeds worden uiteengezet in het verzoek tot tussenkomst.

3. Een termijn van vijftien dagen lijkt redelijk, daar in een schorsingsprocedure - die eveneens als een versnelde rechtspleging moet worden beschouwd - een termijn van vijftien dagen toegekend wordt aan wie in de schorsingsprocedure wil tussenkomen (K.B. 5 december 1991, artikel 10, tweede lid).

Artikel 11.

Artikel 24 van de gecoördineerde wetten.

1. In de inleidende zin van de Nederlandse tekst vervange men de woorden "Artikel 21" door de woorden "Artikel 24".

.../...

2. In de inleidende zin vervange men het woord "aangevuld" door het woord "ingevoegd".

3. Voorgesteld wordt te schrijven : "... bij wege van arrest over de conclusies van het verslag".

*

* *

Artikel 27 van de gecoördineerde wetten.

Dit artikel is niet meer aangevuld sedert de invoering van het kort geding, de voorlopige maatregelen en de dwangsom.

Bijgevolg wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. In artikel 27 van dezelfde gecoördineerde wetten, worden de woorden "artikelen 11, 14 en 16 vervangen door de woorden "artikelen 11, 14, 16, 17, 18 en 36".

Artikel 29 van de gecoördineerde wetten.

Artikel 29 dient eveneens te worden aangepast :

"Art. In artikel 29 van dezelfde gecoördineerde wetten, worden de woorden "artikelen 10, 11, 12, 13, 14 en 16"

.../...

vervangen door de woorden "artikelen 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18 en 36".

*

*

*

Artikel 14.

Artikel 69 van de gecoördineerde wetten.

In de inleidende zin moet worden verwezen naar alle uitdrukkelijke en nog van kracht zijnde wijzigingen aangebracht in het artikel of in de onderverdeling van het gewijzigde artikel. De wijzigingen aangebracht door de wetten van 6 mei 1982 en 31 december 1983 zijn doelloos geworden, aangezien artikel 69 vervangen is bij de wet van 16 juni 1989. Deze bepaling is echter achteraf gewijzigd bij de wet van 19 juli 1991. Derhalve moet de inleidende zin als volgt worden gesteld :

"Art. Artikel 69 van dezelfde gecoördineerde wetten, vervangen bij de wet van 16 juni 1989 en gewijzigd bij de wetten van 17 oktober 1990 en 19 juli 1991, wordt vervangen als volgt :".

2. In de Nederlandse tekst wordt voorgesteld de titel "eerste auditeurs-sectiechefs" te vervangen door de titel "eerste auditeurs-afdelingshoofden".

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor de uitdrukking "eerste referendarissen-sectiechefs".

Artikel 15.

Artikel 71 van de gecoördineerde wetten.

1. De wijzigingen die bij de wetten van 6 mei 1982 en 16 juni 1989 zijn aangebracht zijn doelloos geworden als gevolg van de wijziging die in artikel 71 is aangebracht bij de wet van 17 oktober 1990. Deze bepaling is daarentegen nog gewijzigd bij de wet van 24 maart 1994. De inleidende zin moet bijgevolg als volgt worden geredigeerd :

"Art. Artikel 71 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wetten van 17 oktober 1990 en 24 maart 1994, wordt gewijzigd als volgt :".

2. In de ontworpen paragrafen 3bis en 3ter schrijven men "... benoemd door de Koning, na te zijn gekozen uit ... die hierom verzoeken".

3. Aangezien de graad van eerste auditeur-afdelingshoofd wordt opgenomen in de hiërarchie van de graden van het auditoraat, dient deze eveneens te worden vermeld als een van de graden van magistraten die benoembaar zijn tot de ambten van auditeur-generaal en adjunct-auditeur-generaal.

.../...

Bijgevolg dient artikel 15 van het ontwerp te worden aangevuld met een 3º en een 4º, luidende :

- "3º in paragraaf 4, tweede lid, worden na de woorden "adjunct-auditeur-generaal" de woorden "eerste auditeur-afdelingshoofd" ingevoegd;
- 4º In paragraaf 4, derde lid, worden na de woorden "tenzij hij" de woorden "eerste auditeur-afdelingshoofd of" ingevoegd".

4. De wijze van benoeming van de eerste auditeurs-afdelingshoofden laat uitschijnen dat de Regering de leiding van het auditoraat alsmede de verantwoordelijkheid voor de loopbaan van de leden ervan lijkt op te dragen aan de auditeur-generaal. Deze structuur van het gezag binnen de Raad van State vereist, in dezelfde zin, eveneens dat artikel 71, § 2, eerste lid, a, - benoeming tot auditeur - en artikel 107, derde lid - machtiging tot cumulatie voor de leden van het auditoraat - worden aangepast.

Om die redenen zou men in beide gevallen het advies kunnen weglaten van de eerste voorzitter voor de leden van het auditoraat en van de auditeur-generaal voor de leden van het coördinatiebureau.

*

*

*

.../...

Artikel 73 van de gecoördineerde wetten.

Artikel 73, § 1, dient eveneens te worden aangepast.

1° In het tweede lid dient het woord "afdelingsgriffier" te vervallen. Deze graad is afgeschaft bij de wet van 17 oktober 1990.

2° In het derde lid dienen na de woorden "van de staatsraden" de woorden "van de eerste auditeurs-afdelingshoofden, van de eerste referendarissen-afdelingshoofden" te worden ingevoegd.

*

* *

Artikel 16.Artikel 74 van de gecoördineerde wetten.

In de bepalingen onder 1° en 2° dient het woord "sectiechefs telkens vervangen te worden door het woord "afdelingshoofden"; deze opmerking geldt voor geheel het ontwerp.

*

* *

.../...

Artikel 17.Artikel 75 van de gecoördineerde wetten.

De mogelijkheid zou moeten worden geopend dat de eerste auditeurs-afdelingshoofden de opleiding van de adjunct-auditeurs toevertrouwen aan de eerste auditeurs.

In dat geval schrijve men in onderdeel 2° van artikel 17 van het ontwerp :

"2° het derde lid wordt vervangen als volgt :

"De adjunct-auditeur oefent zijn ambt uit onder leiding van een eerste auditeur-afdelingshoofd of een door de laatstgenoemde aangewezen eerste auditeur"".

*

* *

Artikel 76 van de gecoördineerde wetten.

1. Artikel 76, eerste lid, tweede zin, van de gecoördineerde wetten bepaalt dat de leden van het auditorschap "kunnen worden belast met de onderzoeksverrichtingen waartoe de afdeling administratie heeft besloten".

Het zou nuttig zijn in artikel 76, eerste lid, na de woorden "de afdeling administratie" de woorden "bij wege van een arrest" in te voegen.

.../...

2. In artikel 76, tweede lid, dienen na de woorden "de adjunct-auditeur-generaal" de woorden "de eerste auditeurs-afdelingshoofden" te worden ingevoegd".

*
* *

Artikel 18.

Artikel 77 van de gecoördineerde wetten.

In paragraaf 2, tweede lid, is voor de opleiding van de adjunct-referendarissen een soortgelijke aanpassing aan te raden aangewezen als die welke is voorgesteld voor de opleiding van de adjunct-auditeurs.

Voorgesteld wordt te schrijven :

"De adjunct-referendaris oefent zijn ambt uit onder leiding van een eerste referendaris-afdelingshoofd of een door de laatstgenoemde aangewezen eerste referendaris".

Artikel 19.

Artikel 79 van de gecoördineerde wetten.

Artikel 79, tweede lid, van de gecoördineerde wetten bepaalt :

.../...

"Elk jaar wordt een derde van de voor de afdeling wetgeving aangewezen leden vervangen op de door de Koning bepaalde wijze".

Bij de opheffing van deze bepaling moet artikel 19 van het ontwerp logischerwijze in artikel 79, eerste lid, de woorden "voor een termijn van drie jaar" schrappen.

Artikel 20.

Artikel 82 van de gecoördineerde wetten.

Om rekening te houden met hetgeen thans gebruikelijk is bij de afdeling wetgeving, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Zij kan de gemachtigde ambtenaar of de gemachtigde van de minister die in de adviesaanvraag is aangewezen, horen".

Artikel 21.

Artikel 83 van de gecoördineerde wetten.

1. Onderdeel 2^o van de ontworpen bepaling is in strijd met artikel 73, § 3, tweede lid, van de gecoördineerde wetten, dat het volgende bepaalt : "Twee leden van het auditoraat moeten bovendien het bewijs leveren van een grondige kennis van de Duitse taal", terwijl in dezelfde paragraaf 3, eerste lid, wordt bepaald : "Een lid van de

.../...

Raad van State ... (moeten) bovendien het bewijs leveren van een voldoende kennis van de Duitse taal".

Aangezien de wet voor bepaalde leden van de Raad niet voorziet in de verplichting om het bewijs te leveren van een grondige kennis van het Duits, moet artikel 21, 2°, van het ontwerp bijgevolgd vervallen.

2. Artikel 21, 3°, dat bepaalt dat het onderzoek van de zaken voor de afdeling wetgeving wordt "aangevat" in de volgorde van de inschrijving ervan op de rol, "wat natuurlijk niet wegneemt dat de adviezen (...) in een andere volgorde worden uitgebracht" (memorie van toelichting, blz. 19) vaardigt geen regel uit, maar vormt een loutere intentieverklaring. Het moet bijgevolg uit het dispositief worden weggelaten.

Artikel 22.

Artikel 84 van de gecoördineerde wetten.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. Artikel 84 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wetten van 15 oktober 1991 en 6 april 1995, wordt vervangen als volgt :

"Art. 84. Het onderzoek van de zaken vindt plaats in de volgorde van de inschrijving ervan op de rol, uitgezonderd :

.../...

- 1° wanneer de ministerraad, de gemeenschaps- of gewestregeringen, het college van de Franse Gemeenschapscommissie alsmede het verenigd College bedoeld in het tweede en vierde lid van artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, vragen dat het advies of het voorontwerp binnen een termijn van ten hoogste één maand wordt meegedeeld;
- 2° wanneer, in spoedeisende gevallen die in de aanvraag met bijzondere redenen worden omkleed, de overheid die de afdeling wetgeving adieert vraagt dat het advies of het voorontwerp wordt meegedeeld binnen een termijn van ten hoogste drie dagen of binnen een termijn van ten hoogste acht dagen in het geval bedoeld in artikel 2, § 4. Alsdan wordt de motivering die in de aanvraag wordt opgegeven, overgenomen in de aanhef van de verordening.

Wanneer verzocht wordt om spoedbehandeling, mag het advies van de afdeling wetgeving, onverminderd artikel 2, § 1, tweede lid, zich bepalen tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling alsmede van de vraag of ...".

.../...

Artikel 23.Artikel 86 van de gecoördineerde wetten.

Het ontworpen artikel 86 verdeelt de afdeling administratie in zeven kamers, waaronder drie Nederlands-talige kamers, drie Franstalige kamers en een tweetalige kamer.

Aangezien het aantal staatsraden op 36 wordt gebracht, van wie er twaalf zitting hebben in de afdeling wetgeving (1), zouden de overige vierentwintig staatsraden die deel zullen uitmaken van de afdeling administratie (cf. artikel 89), verdeeld moeten worden over negen kamers waarvan vier Nederlandstalige, vier Franstalige en een tweetalige.

Bijgevolg zouden alle kamers bestaan uit drie staatsraden. Zowel de kamers van de afdeling wetgeving als die van de afdeling administratie houden immers zitting met drie leden (2).

Voor het eerste lid wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. De afdeling administratie is ingedeeld in negen kamers : vier Nederlandstalige kamers, vier Franstalige kamers en één tweetalige kamer, elk samengesteld uit drie leden".

(1) cf. artikel 79.

(2) Cf. de artikelen 81 en 90.

Artikel 24.Artikel 87 van de gecoördineerde wetten.

1. Het is ongebruikelijk dat de wet zelf bepaalt welke materie door een kamer zal worden behandeld.

Bovendien vormen de woorden "bij voorrang", die in de twee nieuwe leden voorkomen, een discriminatie ten opzichte van de andere rechtzoekenden. Zij moeten vervallen.

2. In het eerste en tweede lid van de Franse versie is er een vergissing geslopen in de verwijzing naar het opschrift van de wet van 15 december 1980. Men schrijve "... loi du 15 décembre 1980 sur l'accès ...".

Artikel 25.Artikel 90 van de gecoördineerde wetten.

Het ontworpen artikel 90 zou duidelijker zijn indien het als volgt wordt gesteld :

"§ 1. De kamers van de afdeling administratie houden zitting met drie leden voor adviezen, annulatieberoepen en voor met toepassing van artikel 36, § 1, ingestelde vorderingen tot het opleggen van een dwangsom.

.../...

Zij houden evenwel zitting met één lid :

- 1° inzake annulatieberoepen ingesteld tegen administratieve beslissingen genomen met toepassing van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;
- 2° inzake beroepen waarbij toepassing wordt gegeven aan artikel 17, §§ 4bis en 4ter, aan artikel 21, tweede en zesde lid of wanneer in het verslag van de auditeur wordt voorgesteld het beroep doelloos, kennelijk niet-ontvankelijk, kennelijk gegrond of kennelijk niet-gegrond te verklaren, de afstand van het geding toe te wijzen of de zaak van de rol af te voeren.

§ 2. Buiten de gevallen bedoeld in artikel 17, § 1, derde lid, en § 2, derde lid, en in artikel 18, derde lid, houden de kamers van de afdeling administratie zitting met één lid voor vorderingen tot schorsing en tot het opleggen van voorlopige maatregelen.

§ 3. De kamervoorzitter beveelt, als verzoeker daarom vraagt in zijn verzoekschrift of ambtshalve, op advies van de auditeur-generaal of van het door de laatstgenoemde aangewezen lid van het auditoraat, dat een zaak wordt verwezen naar een kamer met drie leden".

Naast een redactionele verbetering brengt het tekstvoorstel bepaalde inhoudelijke wijzigingen tot stand :

.../...

- In paragraaf 2 dient de verwijzing naar de voorlopige maatregelen om rekening te houden met de andere gevallen waarin de afdeling administratie een dwangsom oplegt.
- Paragraaf 1, 2°, is aldus gesteld om te voorkomen dat de samenstelling van de kamer reeds verradt welke afloop de zaak zal hebben. Het ontwerp wordt tevens aangevuld om de versnelde procedures bedoeld in de artikelen 93 en 94 van de procedureregeling - ontbreken van rechtsgrond, kennelijke niet-ontvankelijkheid of niet-gegrondheid - in te bouwen.
- Paragraaf 3 veralgemeent de mogelijkheid voor de kamer-voorzitter om op aanvraag van de verzoeker dan wel ambtshalve, de collegiale rechtspraak te herstellen. Die mogelijkheid, die door de afdeling wetgeving van de Raad van State is voorgesteld, bestaat thans in artikel 90, derde lid, van de gecoördineerde wetten, wanneer een kamer met één lid uitspraak doet met betrekking tot de wet van 15 december 1980. Om elk gevaar voor discriminatie te voorkomen, zou de mogelijkheid om de collegiale rechtspraak te herstellen moeten worden uitgebreid tot alle gevallen waarin de kamer uitspraak doet met één lid.

Artikel 26.

Artikel 92 van de gecoördineerde wetten.

1. De indeling in paragrafen is alleen gerechtvaardigd wanneer ten minste één ervan meer dan één lid bevat. Zoniet volstaat de indeling in leden.

.../...

2. Het ontworpen artikel 92 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Wanneer de eerste voorzitter, na het advies te hebben ingewonnen van de staatsraad belast met het uitbrengen van het verslag op de terechtzitting, oordeelt dat een zaak, wil de eenheid van rechtspraak veilig worden gesteld, door de algemene vergadering van de afdeling administratie moet worden behandeld, beveelt hij de verwijzing naar die vergadering.

Wanneer de auditeur-generaal, na het advies te hebben ingewonnen van de auditeur belast met het verslag, om dezelfde reden oordeelt dat een zaak door de algemene vergadering van de afdeling administratie moet worden behandeld, beveelt de eerste voorzitter de verwijzing naar die vergadering".

Artikel 27.

Artikel 101 van de gecoördineerde wetten.

1. De bij de wet van 28 juni 1983 aangebrachte wijziging heeft alleen betrekking op het tweede lid van artikel 101. In de inleidende zin dienen de woorden "gewijzigd bij de wet van 28 december 1983" dus te vervallen.

2. Voor het ontworpen eerste lid wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Het reglement van orde wordt vastgesteld door de algemene vergadering van de Raad van State na advies van de auditeur-generaal en de adjunct-auditeur-generaal. Het wordt goedgekeurd door de Koning".

Artikel 28.

Artikel 102bis van de gecoördineerde wetten.

1. Om elk misverstand te voorkomen zou het beter zijn in de inleidende zin te vermelden dat artikel 102bis wordt ingevoegd in Hoofdstuk VI van Titel VII van de gecoördineerde wetten. De inleidende zin dient als volgt te worden gesteld :

"In Hoofdstuk VI van Titel VII van dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 102bis ingevoegd, luidende".

2. De ontworpen bepaling voorziet in de benoeming van een administrateur die belast wordt met het administratieve beheer en het beheer van de infrastructuur van de Raad van State. In de bepaling wordt de Koning de bevoegdheid opgedragen om die administrateur te benoemen bij een in de ministerraad overlegd koninklijk besluit. Dit prerogatief moet worden gezien in het verlengde van artikel 107, derde

.../...

lid, van de Grondwet, dat bepaalt dat de Koning andere ambtenaren dan die van het algemeen bestuur benoemt "krachtens een uitdrukkelijke wetsbepaling".

Zoals de ontworpen tekst is gesteld, mag de administrateur dus niet worden gelijkgesteld met een ambtenaar van het algemeen bestuur die benoemd zou worden door de Koning om onder de leiding en het gezag van een minister taken te vervullen die deze hem zou opdragen. Hij moet integendeel opgevat worden als een ambtenaar die, zij het dan met een beperkt mandaat, deel moet uitmaken van het administratief personeel van de Raad van State (opschrift van hoofdstuk VI van de gecoördineerde wetten) en die zijn bevoegdheden moet uitoefenen onder het gezag van de personen die de administratieve leiding van de Raad van State hebben.

Artikel 107 van de grondwet en artikel 160 van dezelfde Grondwet, die het aan de wetgever overlaten om de algemene regels terzake vast te stellen, bieden geen mogelijkheid om de Koning te machtigen om bij een in de ministerraad overlegd besluit de voorwaarden vast te leggen waaronder zulk een mandaat wordt uitgeoefend buiten een vooraf vastgesteld wettelijk kader.

De taken die deze administrateur toekomen moeten op zijn minst in grote lijnen worden vastgesteld in een uitdrukkelijke wetsbepaling.

Volgens die gedachtengang dienen in de wet te worden vermeld :

.../...

- 1° dat de administrateur van de Raad van State zijn activiteiten moet uitoefenen onder het gezag, maar tevens onder de leiding van de algemene vergadering of van de eerste voorzitter en de auditeur-generaal;
- 2° de voorwaarden waaronder zulk een mandaat wordt uitgeoefend;
- 3° de hoofdpunten van zijn rechtspositie.

3. Bovendien doet de voormelde administrateur, overeenkomstig het ontworpen artikel 102bis, vierde lid, opmerkingen geworden over de uitvoering van het vierjarenplan.

Het behoort niet tot de bevoegdheid van de wetgever om een ambtenaar die belast is met uitsluitend administratieve taken in staat te stellen zich te bemoeien met de uitoefening van de rechtsprekende taken en, inzonderheid, opmerkingen te formuleren over een door de algemene vergadering uitgewerkt plan voor het wegwerken van de achterstand in de rechtsbedeling.

Deze administrateur mag weliswaar suggesties doen in verband met het aanwenden van materiële middelen aan de hand waarvan het in het plan voor het wegwerken van de achterstand gestelde doel kan worden bereikt. Zijn opmerkingen zouden slechts aanvaardbaar zijn als zij betrekking hebben op de administratieve aspecten van dat plan.

.../...

De ontworpen tekst moet worden herzien en moet op de voormelde punten worden gewijzigd.

*
* *

Artikel 107 van de gecoördineerde wetten.

Aangezien het coördinatiebureau onder het gezag en onder de leiding staat van de eerste voorzitter, kan het advies van de auditeur-generaal over de door de leden van dat bureau uitgeoefende bijbetrekkingen worden afgeschaft.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. In artikel 107, derde lid, worden de woorden "op advies van de eerste voorzitter en van de auditeur-generaal wanneer het gaat om leden van het auditoraat of van het coördinatiebureau" vervangen door de woorden "na advies van de eerste voorzitter voor de leden van het coördinatiebureau en na advies van de auditeur-generaal voor de leden van het auditoraat".

*
* *

Artikel 29.

De vraag rijst of niet uitdrukkelijk moet worden vermeld dat in het jaarverslag moet worden gerapporteerd over de voortgang van de zaken bij de afdeling wetgeving.

.../...

Het loutere vermelden van de afdeling administratie kan de indruk wekken dat de afdeling wetgeving op de tweede plaats komt ten opzichte van de geschillenberechting, terwijl de adviserende opdracht en die inzake de geschillenberechting als gelijkwaardig moeten worden beschouwd.

Artikelen 29 en 30.

Het vierjarenplan heeft tot doel "de talrijke materiële en financiële middelen en middelen op het vlak van het personeel die (de Raad van State) zijn toegekend, op de meest doeltreffende wijze aan te wenden, rekening houdend met de veranderende omstandigheden" (memorie van toelichting, blz. 25).

Aangezien het verslag dat aan de ministerraad moet worden uitgebracht alleen kan worden beschouwd als een inlichting aan die raad, zonder dat deze tot de Raad van State aanmaningen kan richten (1), is de bepaling niet

(1) J. VELU en R. ERGEC, op.cit., blz. 310. Deze auteurs steunen op de arresten Campbell en Fell van 28 juni 1984, reeks A, nr. 80, blz. 40, § 79 en Ettl van 23 april 1987, reeks A, nr. 117, blz. 18, § 39. Evenzo zegt de "Conseil constitutionnel" van Frankrijk het volgende : "il n'appartient ni au législateur ni au gouvernement de censurer les décisions des juridictions, d'adresser à celles-ci des injonctions et de se substituer à elles dans le jugement des litiges relevant de leur compétence" (Cons. const., 22 juli 1980, Rec., blz. 46; zie in dat verband S. DOUMBE BILLE, "La justice judiciaire dans la jurisprudence du Conseil d'Etat et du Conseil constitutionnel depuis 1958, R.D.P., 1986, blz. 345-394).

onverenigbaar met de onafhankelijkheid van de Raad van State wat zijn rechtsprekende activiteit betreft.

Gelet op de belangrijkheid van de beginselen in kwestie, moet die onafhankelijkheid evenwel uitdrukkelijk in herinnering worden gebracht in het dispositief van de tekst.

Volgens die gedachtengang is artikel 120 nutteloos als artikel 119 aangevuld wordt als volgt :

"In dit verslag worden de maatregelen vermeld die, zonder dat zij afbreuk doen aan het vervullen van de rechtsprekende taak, kunnen bijdragen tot het wegwerken van de achterstand in de rechtsbedeling binnen een termijn van vier jaar.

Het verslag wordt opgesteld in de loop van de maand september en ingediend op 15 oktober. Het wordt toegezonden aan de voorzitters van de wetgevende kamers en aan de Regering".

Artikel 32.

De inwerkingtreding waarin het eerste lid voorziet, vereist terzelfder tijd een aanpassing van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kortgeding voor de Raad van State alsmede van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State.

.../...

Slotopmerkingen.

1. In enkele artikelen van de gecoördineerde wetten wordt verwezen naar de artikelen 6, 6bis en 17 van de Grondwet. Het zou geraten zijn die verwijzingen te vervangen door de vermelding van de artikelen 10, 11 en 24 van de gecoördineerde Grondwet.

Deze opmerking geldt voor de artikelen 17, § 6, tweede lid, en 93, eerste lid.

Ook in andere artikelen zou de verwijzing naar de oude artikelen van de Grondwet moeten worden aangepast.

2. De woorden "zetelen ten getale van een lid (of drie leden)", die worden gebruikt in de gecoördineerde wetten en in het onderhavige ontwerp, zouden beter vervangen worden door de woorden "houden zitting met één lid (of drie leden)".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Les rapports ont été présentés par M. M. ROELANDT, auditeur général et M. C. MENDIAUX, auditeur général adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. X. DELGRANGE, référendaire adjoint.

De verslagen werden uitgebracht door de H. M. ROELANDT, auditeur-generaal en de H. C. MENDIAUX, adjunct-auditeur-generaal. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. X. DELGRANGE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.